



L'Économie verte, une mutation pour faire face aux crises multiples **Déclaration interinstitutionnelle du système des Nations Unies**

La crise financière et économique actuelle précipite des millions de personnes dans la pauvreté, particulièrement celles qui sont le plus vulnérables dans le monde en développement. Tout ceci arrive alors que sévissent la crise alimentaire et les crises du climat, des écosystèmes, de l'énergie et de l'eau. Prises ensemble, ces crises sapent les efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et retardent les avancées du développement des dernières décennies.

La crise économique et financière exige une réponse collective de la part de la communauté internationale. Les économies de premier plan devraient renforcer encore plus la coordination de leurs programmes de relance pour raviver la croissance économique mondiale. Outre la nécessité de faire face aux besoins urgents dans des domaines comme les systèmes de sécurité sociale, la santé et l'éducation, les programmes devraient jeter les fondements solides d'une croissance partagée et d'un développement durable. Par ailleurs, la communauté internationale devrait veiller à ce que les pays en développement disposent non seulement de l'espace budgétaire pour lancer leurs propres programmes de relance mais aussi s'assurer qu'ils aient accès aux marchés internationaux pour favoriser une reprise rapide des échanges.

Les nouveaux pôles de croissance qui ont le potentiel de contribuer à la reprise économique, à la création d'emplois convenables, à la réduction des risques de crises alimentaires, de l'eau, de l'énergie, des écosystèmes et de catastrophes climatiques, avec leurs effets disproportionnés sur les pauvres, sont au cœur des nouveaux fondements de l'économie. L'investissement de fonds de relance dans des secteurs comme les technologies économes en énergie, les énergies renouvelables, les transports publics, l'agriculture raisonnée, le tourisme respectueux de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, y compris les écosystèmes et la biodiversité, reflète la conviction qu'une économie verte peut créer de nouvelles industries dynamiques, des emplois de qualité, une croissance des revenus tout en atténuant les changements climatiques, s'y adaptant et arrêtant la perte de biodiversité.

Ces investissements devraient être revus à la hausse dans tous les pays et être soutenus par des instruments politiques nationaux et internationaux et des mesures d'incitation comme la mise à jour des codes de la construction, la réglementation des transports maritimes respectueux de l'environnement acceptée internationalement. Il est également essentiel de faire des investissements verts au niveau des collectivités afin de réduire leur vulnérabilité et de renforcer leur capacité d'adaptation. Des événements majeurs comme les négociations de Copenhague sur le climat en décembre 2009 et la réunion à haut niveau, en 2010, de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la biodiversité sont l'occasion de recommander vivement l'expansion des investissements verts.

Pour pouvoir augmenter ces investissements, de nombreux pays en développement auront besoin d'un soutien financier. C'est pourquoi il est impératif que les leaders dans le monde se décident à respecter leurs engagements, y compris ceux pris par le G8 et le G20, pour aider les pays en développement, particulièrement les plus vulnérables, à surmonter les effets de la crise actuelle : par une augmentation du soutien aux balances

des paiements, le financement du commerce, des prêts par les banques multilatérales et un financement privilégié pour les pays les plus pauvres.

Les réformes fiscales peuvent reporter la charge de l'impôt prélevé sur les emplois, les revenus et l'épargne sur la surexploitation des ressources, la diminution des ressources et la dégradation de l'environnement, encourageant ainsi les investissements verts. La taxe sur le carbone va dans ce sens. Il faut aussi éliminer progressivement les subventions perverses qui encouragent l'usage excessif d'intrants de production à partir de combustible fossile dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. La taxe sur le carbone et la réforme des subventions perverses doivent, toutefois, être accompagnées de mesures qui protègent l'accès des pauvres à la sécurité alimentaire et à l'énergie. Les recettes récupérées en supprimant ces subventions pourraient être affectées au développement de compétences professionnelles vertes, à la fourniture d'énergies de remplacement propres et abordables pour les pauvres tout en retirant de larges bénéfices économiques.

Les échanges doivent être relancés et les politiques commerciales soutenir le développement et le transfert des technologies respectueuses de l'environnement. Sont incluses les technologies qui mettent à disposition des pays en développement l'énergie propre à un coût abordable et qui atténuent les changements climatiques, permettent de s'y adapter, y compris en se basant sur les écosystèmes. Il est important d'éviter toute mesure qui pourrait donner lieu à un nouveau protectionnisme, y compris des mesures présentes dans les plans de relance. La conclusion à bref délai des négociations commerciales du cycle de Doha peuvent faciliter une reprise verte, en particulier les négociations sur les biens et services environnementaux, les subventions à la pêche et la réforme des règles agricoles propices à assurer la sécurité alimentaire pour tous. Le mandat de l'Aide pour le commerce devrait être rempli. Un financement fiable devrait être apporté aux petites et moyennes entreprises afin qu'elles investissent dans des activités vertes.

La mutation vers l'Économie verte requiert une éducation au développement durable, y compris la formation à de nouvelles compétences professionnelles et à de nouveaux systèmes de santé rendus nécessaires. Toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts pour assurer une formation à différentes qualifications ouvrant sur des emplois convenables et rémunérateurs protégés par des systèmes de santé adéquats. Une attention particulière devrait être apportée aux pauvres, aux groupes vulnérables, y compris les femmes, aux jeunes et aux petites et moyennes entreprises et aux exploitations agricoles. Ces programmes de formation aux emplois verts peuvent être intégrés dans des plans éducatifs tant académiques qu'informels. De la même façon, les emplois verts liés aux questions de santé devraient être pris en compte par les systèmes de santé officiels. Ces efforts aideront les pays en développement à progresser rapidement sur la voie d'un développement économique plus vert et solidaire. Le transfert de compétences et le partage d'expérience dans la protection de la santé au travail est un domaine arrivé à maturité pour la coopération internationale (nord-sud, sud-sud et triangulaire).

La capacité des gouvernements locaux et nationaux devrait être renforcée pour faciliter le transfert des connaissances et de la technologie, y compris en explorant et en utilisant les dispositifs liés à la propriété intellectuelle au profit des pays en développement. Les différentes parties du système des Nations Unies par l'intermédiaire du Groupe de développement des Nations Unies devraient coordonner leurs efforts pour donner des orientations aux équipes de pays des Nations Unies sur l'intégration des principes économiques verts dans le cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement et le mécanisme de coordination régionale. Les agences nationales de développement devraient être encouragées à faire de même. Une aide technique et financière additionnelle devrait être mobilisée pour soutenir les efforts des États membres à faire évoluer leurs économies vers la voie de l'Économie verte. Pour être efficace et cohérente, une approche intégrée devrait être adoptée pour évoluer vers l'Économie verte. Les investissements verts dans les transports, les énergies renouvelables, le tourisme et l'investissement à long terme dans l'agriculture, par exemple, devraient avoir pour but des co-bénéfices environnementaux et de santé et l'expansion de l'agriculture et de la production alimentaire.

Pour s'assurer que les actions d'urgence ne sapent pas la viabilité à long terme des interventions, les plans de relance devraient éviter l'enfermement dans les schémas habituels de consommation et de production. En outre, un système

comptable et de contrôle fiable est essentiel. Le besoin existe d'une normalisation et mise en place d'un système de comptabilité économique et environnementale et de systèmes additionnels qui donnent une bonne représentation des dimensions sociales et environnementales des transformations économiques.

La solidarité de la communauté internationale est mise à l'épreuve. Faisons en sorte que cette reprise économique soit la marque d'un changement de cap dans une réponse internationale efficace et ambitieuse aux crises multiples qui frappent l'humanité. La mise à l'épreuve la plus représentative a eu lieu lorsque les gouvernements se sont réunis pour sceller les négociations sur les changements climatiques à Copenhague en décembre 2009. Faisons en sorte que Copenhague soit le tournant qui marque l'entrée dans une nouvelle économie verte à l'échelle du monde.

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination (**CONVENTION DE BÂLE**) Convention sur la diversité biologique (**CBD**)
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction(**CITES**) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**)Organisation internationale du Travail (**OIT**)Organisation maritime internationale (**OMI**)
Conférence des Nations Unies sur le Commerce le Développement (**CNUCED**) Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (**PNUE**)Organisations des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (**UNESCO**)Nations Unies (**UN**)Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (**CEE**)Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (**CESAP**) Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (**CESAO**) Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (**CEPALC**) Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (**CCNUCC**)Programme des Nations Unies pour les établissements humains (**UN-Habitat**)Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (**ONUDI**)Groupe de la Banque mondiale Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (**OMPI**)Organisation météorologique mondiale (**OMM**)Organisation mondiale du commerce (**OMC**)Organisation mondiale du tourisme (**OMT**)